

Table des matières

Sommaire	7
Principales abréviations	11
Préface.....	15
Introduction générale.....	17

PREMIÈRE PARTIE ÉLABORATION D'UNE THÉORIE GÉNÉRALE DES EXCEPTIONS

Titre 1. La notion d'exception.....	33
Chapitre 1. Identification de l'exception	37
Section 1. Définition de la notion d'exception.....	37
I. Rejet de l'assimilation des exceptions aux moyens de défense processuels.....	37
II. Recherche d'une définition conceptuelle de la notion d'exception	39
Section 2. Contenu de la notion d'exception	44
I. Délimitation positive du contenu de la notion.....	44
A. L'obligation altérée dans son existence.....	44
1. L'obligation éteinte	44
2. L'obligation suspendue.....	51
3. L'obligation inopposable	53
B. L'obligation altérée dans son exigibilité	54
C. L'obligation altérée dans son étendue	61
1. La diminution du <i>quantum</i> de la prestation.....	62
2. L'interruption de l'accroissement du quantum de la prestation....	65
II. Délimitation négative du contenu de la notion.....	67
A. L'altération de la force exécutoire de l'obligation.....	67
B. L'altération de l'action en justice du créancier	70
Chapitre 2. Sources de l'exception.....	75
Section 1. L'appartenance des sources de l'exception à la <i>summa divisio</i> des actes et des faits juridiques.....	75
I. L'exception comme modification d'une situation juridique.....	75
II. La modification d'une situation juridique comme conséquence d'un acte ou d'un fait juridique	77
Section 2. Typologie des sources de l'exception à partir de la <i>summa divisio</i> des actes et des faits juridiques	79
Paragraphe préliminaire. Recherche d'un critère de distinction entre l'acte et le fait juridiques	79
A. Recherche du critère de distinction dans le lien entre la volonté et les effets de droit.....	80
1. La conception subjectiviste du lien	80
2. La conception objectiviste du lien.....	81
3. La conception intermédiaire du lien	81

B. Recherche du critère de distinction dans la manifestation de volonté	83
1. La théorie rejetée : la prééminence de la volonté	83
2. La théorie retenue : la prééminence de la manifestation	84
I. L'exception résultant d'un acte juridique	86
A. L'exception résultant d'un acte civil	86
1. L'exception résultant d'un contrat	86
2. L'exception résultant d'un acte unilatéral	88
B. L'exception résultant d'un acte de procédure	94
1. L'exception résultant directement d'un acte juridictionnel	95
2. L'exception résultant indirectement d'une demande en justice	98
II. L'exception résultant d'un fait juridique	98
Titre 2. La notion d'opposabilité des exceptions	109
Chapitre 1. Contexte de l'opposabilité des exceptions	111
Section 1. Présence d'un rapport patrimonial entre l' <i>excipiens</i> et le <i>patiens</i>	112
I. Présence d'un rapport personnel	112
II. Présence d'un rapport réel	113
Section 2. Analyse de la relation entre le rapport « <i>excipiens-patiens</i> » et le rapport d'obligation altéré	116
I. Unicité de rapport juridique : le rapport « <i>excipiens-patiens</i> » se confond avec le rapport d'obligation altéré	116
II. Dualité de rapports juridiques : le rapport « <i>excipiens-patiens</i> » est lié par sa fonction au rapport d'obligation altéré	117
Chapitre 2. Définition de l'opposabilité des exceptions	121
Section 1. L'exception opposée : identification d'une dualité de phénomènes	122
I. L'allégation de l'exception : une énonciation argumentative	122
A. Essence de l'allégation de l'exception	122
B. Fonction de l'allégation de l'exception	124
1. Identification préalable de la finalité	124
2. Identification de la fonction à la lumière de la finalité	125
a. Formulation d'une conjecture	126
b. Vérification de la conjecture	128
II. La provocation de l'exception : l'accomplissement d'un acte juridique	132
A. La provocation directe de l'exception : l'accomplissement d'un acte unilatéral civil	132
B. La provocation indirecte de l'exception : l'accomplissement d'une demande en justice	135
Section 2. L'exception opposable : conséquences de la dualité de phénomènes	139
I. L'opposabilité comme expression de l'efficacité de l'allégation de l'exception : conceptualisation à la lumière de la théorie de l'argumentation	139
A. Définition de l'efficacité de l'allégation de l'exception à la lumière de la théorie de l'argumentation	140
1. Définition de l'efficacité de l'argumentation	140

2. Application de la définition de l'efficacité de l'argumentation au phénomène de l'allégation de l'exception	140
B. Recherche du critère d'efficacité de l'allégation de l'exception à la lumière de la théorie de l'argumentation.....	141
1. Identification du critère d'efficacité de l'argumentation :	
la pertinence de l'argument.....	141
2. Application du critère d'efficacité de l'argumentation au phénomène de l'allégation de l'exception	143
II. L'opposabilité comme expression de l'efficacité de la provocation de l'exception : conceptualisation à la lumière de la théorie de l'acte juridique	143
A. Définition de l'efficacité de la provocation de l'exception à la lumière de la théorie de l'acte juridique.....	144
1. Définition de l'efficacité de l'acte juridique	144
2. Application de la définition de l'efficacité de l'acte juridique au phénomène de la provocation de l'exception	146
a. L'efficacité de la provocation directe de l'exception correspond à l'efficacité de l'acte juridique unilatéral civil	147
b. L'efficacité de la provocation indirecte de l'exception correspond à l'efficacité de la demande en justice.....	147
B. Recherche du critère d'efficacité de la provocation de l'exception à la lumière de la théorie de l'acte juridique	148
1. Identification du critère d'efficacité de l'acte juridique :	
l'habilitation.....	148
2. Application du critère d'efficacité de l'acte juridique au phénomène de la provocation de l'exception	153
Conclusion de la première partie	157

SECONDE PARTIE

APPLICATION PARTICULIÈRE DE LA THÉORIE GÉNÉRALE DES EXCEPTIONS AU DROIT DES SÛRETÉS

Titre 1. La pertinence de l'exception alléguée par le sujet passif de la sûreté....	165
Chapitre 1. La pertinence de l'exception en droit commun des sûretés.....	169
Section 1. La pertinence de l'exception, fondée sur la dépendance existentielle de la sûreté.....	169
I. La dépendance existentielle comme critère de classification des sûretés	171
A. Les sûretés existentiellement dépendantes	171
B. Les sûretés existentiellement indépendantes	177
II. Conséquences de la classification sur la pertinence de l'exception.....	179
A. Les exceptions pertinentes en raison de la dépendance existentielle de la sûreté	179
B. Les exceptions non pertinentes en raison de l'indépendance existentielle de la sûreté.....	188
Section 2. La pertinence de l'exception, fondée sur l'objet de la sûreté.....	192

I. L'objet comme critère de classification des sûretés	192
A. Les sûretés dont l'objet est déterminé par référence à l'objet de l'obligation garantie	192
B. Les sûretés dont l'objet est déterminé sans référence à l'objet de l'obligation garantie	193
II. Conséquences de la classification sur la pertinence des exceptions	199
A. Les exceptions pertinentes en raison de la détermination relative de l'objet de la sûreté	200
B. Les exceptions non pertinentes en raison de la détermination abstraite de l'objet de la sûreté	203
Section 3. La pertinence de l'exception, fondée sur la subsidiarité de la sûreté	204
I. La subsidiarité comme critère de classification des sûretés	205
A. Les sûretés subsidiaires	205
B. Les sûretés non subsidiaires	207
II. Conséquences de la classification sur la pertinence de l'exception	210
A. Les exceptions pertinentes en raison de la subsidiarité de la sûreté ..	210
1. Les altérations de l'exigibilité de l'obligation garantie	210
2. Les altérations de l'existence de l'obligation garantie	213
B. Les exceptions non pertinentes en raison de la non-subsidiarité de la sûreté	213
1. Les altérations de l'exigibilité de l'obligation garantie	213
2. Les altérations de l'existence de l'obligation garantie	214
Chapitre 2. La pertinence de l'exception en droit spécial des sûretés	217
Section 1. La pertinence de l'exception et l'impératif de sauvetage de l'entreprise en difficulté	218
1. Section 2. La pertinence de l'exception et l'impératif de désintéressement des créanciers de l'insolvable	222
I. L'impératif de désintéressement des créanciers en droit des entreprises en difficulté	223
A. L'impératif de désintéressement des créanciers en cas de possibilité de sauvetage de l'entreprise	223
B. L'impératif de désintéressement des créanciers en cas d'impossibilité de sauvetage de l'entreprise	226
II. L'impératif de désintéressement des créanciers en droit du surendettement des particuliers	229
Titre 2. L'habilitation du sujet passif de la sûreté à provoquer l'exception	235
Chapitre 1. L'habilitation fondée sur la protection de l'intérêt général	237
Section 1. Un critère d'habilitation souple au service de l'intérêt général	238
Section 2. Application du critère d'habilitation	240
I. Les sujets passifs intéressés	241
A. Les sujets passifs ayant personnellement intérêt à provoquer la nullité absolue du contrat principal	241
B. Les sujets passifs ayant personnellement intérêt à provoquer la prescription extinctive de l'obligation garantie	242
II. Les sujets passifs non intéressés	246

Chapitre 2 L'habilitation fondée sur la protection d'un intérêt privé 247

 Section 1. L'intérêt privé du sujet passif de la sûreté considéré
 en sa qualité de créancier 248

 I. L'action oblique du créancier en conflit sur la valeur
 d'un bien grevé par une sûreté réelle 251

 II. L'action oblique du tiers garant..... 251

 Section 2. L'intérêt privé du sujet passif de la sûreté considéré
 en sa qualité de partie au contrat principal 255

 I. Le constituant d'une sûreté réelle pour soi..... 256

 II. Le codébiteur solidaire..... 256

 Section 3. L'intérêt privé du sujet passif de la sûreté considéré
 en sa qualité de bénéficiaire d'un recours subrogatoire..... 261

 I. Inventaire des règles résiduelles d'habilitation
 du sujet passif de la sûreté..... 261

 A. L'habilitation de la caution et du codébiteur solidaire
 à provoquer la compensation de l'obligation garantie 261

 B. L'habilitation de la caution à provoquer l'anéantissement
 du contrat principal 262

 II. Analyse fonctionnelle des règles résiduelles d'habilitation
 du sujet passif de la sûreté..... 265

 A. Proposition d'une analyse fondée sur l'intérêt protégé 265

 B. Conséquences de l'analyse proposée..... 268

 1. Conséquences de l'analyse proposée quant à la portée
 de l'habilitation..... 268

 2. Conséquences de l'analyse proposée quant au domaine
 de l'habilitation..... 271

Conclusion de la seconde partie 275

Conclusion générale..... 277

Annexes..... 281

Index..... 285

Bibliographie..... 293